

ANNEXE 1 AU CCTP – DOSSIER ORGANISATIONNEL

INSTANCES CONCERNEES PAR LE PROJET D'ACHAT

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA)

Le conseil d'administration est l'instance décisionnaire de l'institut.

En application de l'article R 326-6 du code de la recherche, le CA délibère sur :

"1° Les grandes orientations stratégiques de l'institut et sa politique scientifique, technologique et de transfert ;

2° Les mesures générales relatives à l'organisation de l'institut et son règlement intérieur ;

3° Le budget et ses modifications ainsi que le compte financier ;

4° Le rapport annuel d'activité présenté par le président ;

5° Les emprunts ;

6° Les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles, baux et locations les concernant ;

7° L'acceptation des dons et legs ;

8° Les conventions comportant des engagements de longue durée pour l'établissement et la participation à des organismes dotés de la personnalité morale ;

9° Les créations de filiales et les prises, cessions et extensions de participations financières ;

10° Les contrats et marchés ;

11° Les redevances et rémunérations de toute nature perçues par l'institut ;

12° Les actions en justice, les transactions ainsi que le recours à l'arbitrage en cas de litiges nés de l'exécution de contrats de recherche passés avec des organismes étrangers.

Le conseil d'administration se prononce en outre sur les questions qui lui sont soumises par son président, le ministre chargé de la recherche et le ministre chargé de l'industrie."

D'autres compétences peuvent par ailleurs lui être conférées par des textes réglementaires plus généraux. Tel est le cas par exemple du décret n°2012-1242 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique en matière de remise gracieuse ou d'admissions en non valeur (article 193).

Composition du CA :

- **Le président ou la présidente**, nommé(e) par décret pour une période de cinq ans renouvelable une fois ;
- **Sept représentants de l'État** désignés respectivement par les ministres chargés de la Recherche, de l'Industrie, du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Économie numérique.
- **Neuf personnalités qualifiées :**
 - Deux personnalités de l'industrie du numérique et de l'automatique désignées par le ministre chargé de l'Industrie ;
 - Trois personnalités scientifiques désignées par le ministre chargé de la Recherche ;
 - Deux personnalités représentatives du monde du travail dont l'une désignée par le ministre chargé de la Recherche et l'autre, par le ministre chargé de l'Industrie ;
 - Deux personnalités choisies parmi les utilisateurs des technologies relevant du champ de compétences de l'établissement désignées par le ministre chargé de l'Industrie.
- **Quatre représentants du personnel** de l'institut ou leurs suppléants dont deux chercheurs, élus selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la Recherche et du ministre chargé de l'Industrie.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une durée de cinq ans renouvelable une fois par arrêté conjoint du ministre chargé de la Recherche et du ministre chargé de l'Industrie. Le président du conseil scientifique, les directeurs généraux délégués, le contrôleur général et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Le président ou la présidente du conseil d'administration peut également appeler à participer aux séances, avec voix consultative, toute personne, dont il juge la présence utile.

2. COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION (CSA)

Le comité social d'administration et sa formation spécialisée sont des instances de dialogue social traitant de sujets collectifs.

Le CSA est consulté sur les projets de décisions portant notamment sur :

- Le fonctionnement et l'organisation des services ;
- La stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines ;

Le **CSA** est consulté sur les projets de décisions portant notamment sur :

- Le fonctionnement et l'organisation des services ;
- La stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines ;
- Les orientations générales en matière de mobilité, de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
- Les règles statutaires et les règles relatives à l'échelonnement indiciaire ;
- Les enjeux et politiques d'égalité professionnelle ;
- Le plan de formation ;
- Les projets d'arrêtés de restructuration ;
- La participation au financement de la protection sociale complémentaire ;
- Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'une réorganisation de service
- Le temps de travail.

Le CSA comprend une formation spécialisée, qui est, quant à elle, consultée sur les projets relatifs à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, ainsi qu'à leurs conditions de travail.

Des formations spécialisées de site (FSS), mises en place au siège et dans chaque centre de recherche, sont seules compétentes pour exercer leurs attributions sur le périmètre pour lequel elles sont créées. Chaque année, les FSS informeront la FS du CSA des activités et résultats de la politique de prévention des risques professionnels mis en œuvre.

Le CSA est composé du PDG, lequel en assure la présidence, et de la Directrice des ressources humaines ainsi que de 10 représentants du personnel titulaires et 10 représentants du personnel suppléants élus pour 4 ans (les derniers mandats étant issus des élections professionnelles de décembre 2022).

Le comité social d'administration (CSA) se réunit sur convocation de ses membres fixant l'ordre du jour.

3. FORMATIONS SPECIALISEE (FS)

Le CSA comprend une formation spécialisée, qui est, quant à elle, consultée sur les projets relatifs à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, ainsi qu'à leurs conditions de travail.

La formation spécialisée est consultée sur :

- La teneur de tous documents se rattachant à sa mission, et notamment des règlements et des consignes que l'administration envisage d'adopter en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;
- Les projets de texte, relatifs à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;
- Les projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification de l'organisation et du temps de travail, des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail ;
- Les projets importants d'introduction de nouvelles technologies et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents ;
- La mise en œuvre des mesures prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail et des travailleurs handicapés, notamment sur l'aménagement des postes de travail.

La formation spécialisée est composée du président du CSA, lequel en assure la présidence ainsi que de 10 représentants du personnel titulaires et 10 représentants du personnel suppléants élus pour 4 ans.

La formation spécialisée (FS) se réunit, sur convocation de ses membres fixant l'ordre du jour. En outre, la FS doit être réunie à la suite de tout accident ayant entraîné ou ayant pu entraîner des conséquences graves.

Le président du CSA peut, à son initiative ou à celle de la moitié des membres représentants du personnel, inscrire à l'ordre du jour du comité un projet de texte ou une question faisant l'objet d'une consultation obligatoire en formation spécialisée et non encore examiné :

- Les projets de texte relatifs à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents et aux conditions de travail, dont le télétravail (art.68)
- Les projets d'aménagement importants ayant un impact sur la santé, la sécurité et les conditions de travail à l'exception de ceux s'inscrivant dans le cadre d'un projet d'une réorganisation de service (art.69)
- La mise en œuvre des mesures de mise ou remise, ou maintien au travail des accidentés du travail et travailleurs handicapés (art.70)
- Le programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (art.71)

L'avis du CSA se substitue alors à la formation spécialisée.

4. FORMATION SPECIALISEE DE SITE (FSS)

Chaque centre et le site de Rocquencourt disposent d'une formation spécialisée de site compétente sur son périmètre et sur les projets relatifs à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, ainsi qu'à leurs conditions de travail, mais également sur l'introduction de nouvelles technologies et les mesures en faveur des travailleurs handicapés.

La formation spécialisée de site est consultée sur :

- La teneur de tous documents se rattachant à sa mission, et notamment des règlements et des consignes que l'administration envisage d'adopter en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;
- Les projets de texte, relatifs à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;
- Les projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification de l'organisation et du temps de travail, des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail ;
- Les projets importants d'introduction de nouvelles technologies et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents ;
- La mise en œuvre des mesures prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail et des travailleurs handicapés, notamment sur l'aménagement des postes de travail.

La FSS possède d'autres prérogatives selon le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'état.

Chaque formation spécialisée de site est composée de membres nommés par l'administration d'Inria et de représentants du personnel de la manière suivante :

- Le **directeur de centre** qui est le président de la FSS (en cas d'empêchement, le président est représenté par le secrétaire général du centre).
- **2 membres de droit** : le médecin du travail du centre et le chargé de prévention du centre.
- **5 représentants du personnel titulaires** et autant de suppléants désignés par les organisations syndicales.
- Inspecteur Santé Sécurité au Travail.
- Des **personnes qualifiées** qui peuvent être **invitées de façon permanente ou ponctuelle**.
- A la demande du président ou à la majorité des représentants du personnel (RP) : des experts tels que le responsable des ressources humaines.

La formation spécialisée de site (FSS) se réunit au moins une fois par an. En outre, la FSS doit être réunie à la suite de tout accident ayant entraîné ou ayant pu entraîner des conséquences graves.

Les formations spécialisées de site sont seules compétentes pour exercer leurs attributions sur le périmètre pour lequel elles sont créées.

Les membres suppléants peuvent assister aux séances du comité, mais n'exercent leur droit de vote qu'en l'absence du titulaire et qu'en remplacement des membres titulaires. **Seuls les représentants du personnel disposent du droit de vote.**

Annuellement, chaque FSS informe la FS du CSA de ses activités et résultats.